

Paris, le 15/08/2016

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie du 30 juin 2016 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de gaz au 1er octobre 2016

Question 1 : Partagez-vous le bilan dressé par la CRE des six premiers mois de fonctionnement du système d'équilibrage actuel ? Avez-vous d'autres observations ?

Direct Energie considère qu'un retour d'expérience basé sur seulement 6 mois ne permet pas de conclure à la robustesse du nouveau système d'équilibrage, même s'il semble¹

- qu'il ait permis une amélioration de la couverture des besoins par les TSO,
- que davantage de journées se sont terminées avec un SEC dans la zone verte par rapport aux hivers précédents,

et que le contrat de flexibilité avec Storengy a pu être résilié, engendrant ainsi une économie pour GRTGaz.

En tout état de cause, Direct Energie rappelle qu'elle s'était prononcée en défaveur de la mise en œuvre de ce nouveau système, notamment en ce qu'il venait pénaliser les expéditeurs de clients profilés dont les écarts sont fatals et imprévisibles, au bénéfice² des clients dont la consommation est stable.

En particulier, Direct Energie considère toujours les services Alizée et SET comme étant inadaptés car ne compensant pas les surcoûts associés à ce nouveau système. Leur faible taux de souscription par les acteurs en est l'illustration. Direct Energie réitère donc sa demande de voir ces services évoluer de sorte à :

- augmenter leur taux de disponibilité,
- rendre leur souscription gratuite pour les expéditeurs de clients profilés (la mobilisation du gaz en conduite n'engendrant pas de coût significatif).

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une surcote/décote fixée à +/-2,5% du prix moyen pondéré sur gaz pour la journée gazière considérée, ou préférez-vous, comme le proposent les GRT, la fixer à +/-5% de ce même prix?

Direct Energie partage l'analyse de la CRE et est favorable au maintien d'une surcote/décote fixée à +/-2,5% du prix moyen pondéré. Il apparaît :

- inenvisageable de remonter le niveau de decôte/surcôte sans proposer de contrepartie pour les clients profilés³
- prématuré au vu de la durée trop courte du retour d'expérience (6 mois et des interventions GRT Gaz réellement efficace depuis Q116 uniquement)

¹ est-ce toutefois entièrement lié au système d'équilibrage ?

² l'équilibrage étant un jeu à somme nulle

³ Direct Energie rappelle sa proposition de i) dépénaliser les écarts fatals des clients profilés via un service Alizée révisé (cf. question précédente), ii) fixer les niveaux de surcote/décote à des niveaux supérieurs à ceux d'aujourd'hui.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'étude d'une surcote/décote en valeur absolue ?

Direct Energie n'est pas favorable à une surcote/décote en valeur absolue. Une référence en pourcentage du prix spot paraît plus pertinente car elle permet justement de s'adapter au niveau du prix spot.

Question 4 : Etes-vous favorable à l'évolution du mode d'intervention proposé par GRTgaz, consistant à lui accorder davantage de latitude quant aux horaires et à la durée de ses créneaux d'intervention sur les produits notionnels ?

Direct Energie rappelle sa (maintenant vieille) proposition de donner de larges libertés (horaires d'intervention, volumes, etc.) aux GRT pour résorber leurs déséquilibres (évitant au passage de fastidieuses consultations et délibérations de la CRE). Direct Energie constate que les évolutions envisagées vont globalement (mais timidement) dans ce sens.

Question 5 : Etes-vous favorable aux nouveaux seuils d'intervention proposés par TIGF ?

Direct Energie y est favorable.

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que TIGF ait recours à un robot pour acheter ou vendre du gaz sur les marchés de gros, pour combler ses besoins d'équilibrage ?

Direct Energie y est favorable.

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que TIGF intervienne sur les marchés au titre de l'équilibrage hors heures ouvrées ?

Direct Energie y est favorable.

Question 8 : Etes-vous favorable à la poursuite de l'expérimentation portant sur l'utilisation des produits localisés pour l'équilibrage de GRTgaz jusqu'à la création d'une place de marché unique (novembre 2018) ?

Direct Energie y est favorable mais rappelle qu'un tel produit sert vraisemblablement davantage à GRT Gaz pour des raisons de flexibilité infrajournalière (contraintes de livraison horaires pour l'expéditeur) ou de livraison physique (produit « Physical ») que de résorption de déficit/excédent de gaz sur un point géographique localisé (produit « Locationnel »). Il convient donc d'être vigilant quant à l'usage qui est fait par GRT Gaz de ce produit « Locationnel » et de bien différencier s'il s'agit d'un usage pour congestion d'un usage pour l'équilibrage global du réseau, notamment pour des considérations d'imputation économique des charges.

Question 9 : Etes-vous favorable aux critères de déclenchement, aux critères de participation et au déroulé de l'appel d'offres proposés par GRTgaz ?

Compte tenu du faible retour d'expérience sur les produits localisés et la question non résolue de l'intégration des achats-ventes de produits localisés dans le calcul du prix de règlement des déséquilibres Direct Energie partage l'avis de la CRE.

Direct Energie propose que GRT Gaz s'assure d'abord auprès des expéditeurs qui génèrent 80 % des déséquilibres qu'ils arrivent à diminuer leurs déséquilibres avant de réfléchir à des mesures correctives.

Il est à noter que le pas de temps d'équilibrage du réseau français est journalier, et donc les problématiques infra-journalières sont bien du ressort des GRT. Dit autrement, un expéditeur qui présente un déséquilibre court puis long en cours de journée, pour finir équilibré, n'a aucune raison d'être pénalisé.

Question 10 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur quotidien d'en-cours d'équilibrage, défini comme le niveau d'entame de la garantie financière théorique d'un expéditeur ?

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces aspects.

Question 11 : Etes-vous favorable aux propositions des GRT concernant les niveaux des seuils d'entame de la garantie financière, et aux actions que les GRT proposent d'y associer ?

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces aspects.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la proposition de TIGF lorsque l'en-cours dépasse 100% ?

Direct Energie partage l'avis de la CRE sur cette question et notamment sur la possibilité pour les acteurs de procéder à des dépôts de liquidité en lieu et place de garanties bancaires.

Question 13 : Etes-vous favorable aux évolutions proposées des modalités de calcul des garanties de paiement ?

Direct Energie comprend que les modalités envisagées pourraient aboutir à exiger d'un acteur des garanties bancaires alors que ses souscriptions de capacité sont échues (révision semestrielle et calcul à partir d'un historique de facturation). Si tel était le cas, Direct Energie demande à ce que les règles de calcul soient revues afin qu'elles n'aboutissent pas à une sur-couverture des risques des GRT.

Question 14 : Etes-vous favorable à la modification de la fréquence d'attribution du segment servant à la répartition des déséquilibres au sein de la place de marché TRS telle que proposée par les GRT ?

Direct Energie est favorable à cette mesure.